

2900216374026 PEQUEUR Bénédicte

4. emploi

2900216374026 PEQUEUR Bénédicte

4. emploi (suite)

- Catégorie d'emploi particulier : travailleur à domicile employé de maison assistante maternelle
 autre :
(précisez)

- Statut particulier : gérant administrateur/PDG/DG Mbre/Pdt du Directoire
 Mbre du Cons. de surveillance Pdt d'une association Mbre d'un GIE Associé/actionnaire
 autre :
(précisez)

- Horaire de travail : (en heures)
 - salariée au forfait oui non — Précisez : convention de forfait en heures convention de forfait en jours

hebdomadaire	mensuel	annuel
<input type="text"/>	<input type="text"/> ou <input type="text"/> 151.67	<input type="text"/> ou <input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/> ou <input type="text"/> 27	<input type="text"/> ou <input type="text"/>

 - dans l'entreprise suite à un accord, une convention collective : _____
 - du salarié : _____
 - motif en cas de différence : travail à temps partiel
 autre motif :
(précisez)

5. motif de la rupture du contrat de travail

- 11 licenciement suite à redressement ou liquidation judiciaire
- 12 licenciement suite à fermeture définitive de l'établissement
- 14 licenciement pour motif économique
- 15 licenciement pour fin de chantier ou d'opération
- 20 licenciement pour autre motif :
(précisez) :
- 25 autre rupture pour raison économique
(Art. L. 1233-3 dernier alinéa du C. du T.)
- 31 fin de contrat à durée déterminée
- 32 fin de mission d'intérim
- 81 fin de contrat d'apprentissage
- 33 rupture anticipée d'un CDD ou d'un contrat de mission en cas d'inaptitude physique constatée par le médecin du travail
- 95 rupture anticipée du CDD pour faute grave
- 82 résiliation judiciaire du contrat
- 83 rupture pour force majeure ou fait du prince
- 84 rupture d'un commun accord d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage
- 34 fin de période d'essai à l'initiative de l'employeur
- 35 fin de période d'essai à l'initiative du salarié
- 36 rupture anticipée d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage à l'initiative de l'employeur
- 37 rupture anticipée d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage à l'initiative du salarié
- 38 mise à la retraite par l'employeur
- 39 départ à la retraite à l'initiative du salarié
- 59 démission
- 43 rupture conventionnelle
- 110 rupture conventionnelle collective
- rupture amiable dans le cadre d'un congé de mobilité
- 111 rupture dans le cadre d'un accord de performance collective
- 115 licenciement du collaborateur parlementaire
(Art. 18 et 19 de la loi n° 2017-1339 du 15 septembre 2017)
- rupture conventionnelle (fonction publique)
- démission avec versement d'une indemnité de départ volontaire
- 60 autre motif :
(précisez) :

2900216374026 PEQUEUR Bénédicte

6.1 salaires des 36 mois civils complets précédant le dernier jour travaillé et payé

Portez dans ces cadres les salaires correspondant aux 36 mois civils précédant le dernier jour travaillé et payé. (Ex : dernier jour travaillé et payé : le 25/01/2020, indiquez les salaires du 01/01/2017 au 31/12/2019)

Dernier jour travaillé payé :

2	8	0	2	2	0	2	2
---	---	---	---	---	---	---	---

2900216374026 PEQUEUR Bénédicte

6.1 salaires des 36 mois civils complets précédant le dernier jour travaillé et payé (suite)

Portez dans ces cadres les salaires correspondant aux 36 mois civils précédant le dernier jour travaillé et payé. (Ex : dernier jour travaillé et payé : le 25/01/2020, indiquez les salaires du 01/01/2017 au 31/12/2019)

6.2 primes et indemnités de périodicité différente des salaires, non mentionnées dans le cadre 6.1

ATTENTION : les indemnités de départ ou compensatrices de congés payés doivent figurer dans la rubrique 6.3.

Primes ou indemnités à périodicité liées à l'activité du salarié

Primes ou indemnités exceptionnelles liées à l'activité du salarié

**POUR S'INSCRIRE OU SE RÉINSCRIRE COMME DEMANDEUR D'EMPLOI,
LE SALARIÉ EFFECTUE SA DEMANDE D'INSCRIPTION PAR VOIE ÉLECTRONIQUE**

www.pole-emploi.fr - candidat - m'inscrire / me réinscrire.

6.3 sommes versées à l'occasion de la rupture (solde de tout compte)

salaire (versé après le dernier mois civil mentionné au cadre 6.1)

Période du 1	Date de paiement au	Temps de travail payé (précisez en heures ou en jours) 2	Nb de jours ou d'heures n'ayant pas été intégralement payés Utilisez la même unité de mesure que dans la colonne 3 3	Salaire mensuel brut soumis à contributions d'assurance chômage 4	5

indemnité compensatrice de congés payés

Montant : _____ | EUR

L'indemnité est-elle due par une caisse professionnelle ? oui non

Si oui, précisez laquelle : et précisez le nombre de jours ouvrables _____ |

total des sommes ou indemnités légales, conventionnelles ou transactionnelles inhérentes à la rupture

• Montant correspondant aux indemnités légales (voir notice) : _____ | EUR

dont indemnités :

- légale de licenciement _____ | spéciale de licenciement _____ |
- (Art. L. 1234-9 du C. du T.) spécifique de licenciement _____ |
- minimale de rupture conventionnelle _____ | due aux journalistes _____ |
- (Art. L. 1237-13 du C. du T.) légale de clientèle _____ |
- Montant correspondant à celui de l'indemnité légale de licenciement lérale due au personnel _____ |
- de fin de contrat à durée déterminée _____ | navigant de l'aviation civile _____ |
- de fin de mission _____ | versée à l'apprenti en application de l'article L. 6225-5 al.2 du C. du T. _____ |
- de départ à la retraite _____ | due en raison d'un sinistre _____ |
- compensatrice de compte épargne temps (CET) _____ |
- autres indemnités légales _____ |

• Montant correspondant aux indemnités conventionnelles (convention collective) : _____ | EUR

• Montant correspondant aux indemnités transactionnelles (transaction) : _____ | EUR

Une transaction est-elle en cours ? oui* non

*Si d'autres sommes sont versées après l'établissement de cette attestation, vous devez les déclarer à Pôle emploi.

7. avance du régime de garantie des salaires

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, une avance de l'AGS :

a-t-elle été perçue ? oui Pour quelles créances :

non Motif :

est-elle à percevoir ? oui Pour quelles créances :

non Motif :

8. authentication par l'employeur

Je soussigné(e), (nom) : LIOT (prénom) : Gérard

agissant en qualité de :

- chef d'entreprise directeur comptable mandataire liquidateur
- gérant chef du personnel administrateur judiciaire autre :Maire
(précisez) _____ |

certifie que les renseignements indiqués sur la présente attestation sont exacts et, notamment, le motif de la rupture du contrat de travail qui est, je le rappelle, le suivant : Fin de contrat à durée déterminée ou fin d'accueil occasionnel

En cas de rupture conventionnelle, atteste n'avoir pas reçu de refus d'homologation de la convention de la part de la Dirccte ou, le cas échéant, de refus de l'inspection du travail.

À Aussac-Vadalle le 12/6/04/2012

Signature

Le Maire,

Gérard LIOT

Personne à joindre concernant cette attestation :
CROIZARD Céline

Téléphone : 05 45 20 16

Cachet de l'entreprise

